

M. Malépart: Malheureusement, les amis de Michael, les compagnies, ont été exempts d'impôt, monsieur le Président. Encore une fois, monsieur le Président, le petit citoyen . . .

[Traduction]

M. le Président: A l'ordre! Le député veut peut-être poursuivre sa déclaration, et on lui permettra de la terminer.

● (1410)

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, même le petit citoyen que le gouvernement d'une façon hypocrite pensait protéger a décidé que, maintenant, un père de famille avec une épouse et deux enfants qui gagne \$18,000, c'est un riche, et il n'a pas droit au crédit d'impôt sur la taxe de vente. Monsieur le Président, c'est scandaleux, et ils vont être obligés de reculer là-dessus.

* * *

[Traduction]

LES DÉPUTÉS

HOMMAGE À L'HONORABLE JEAN CHRÉTIEN, EX-DÉPUTÉ DE SAINT-AURICE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je voudrais dire quelques mots au sujet d'un ex-député. Je veux parler de Jean Chrétien, l'ex-député de Saint-Maurice. Je n'ai pas pu faire ces quelques observations ce matin, aussi voudrais-je me joindre maintenant aux chefs des autres partis pour dire quelques mots à son sujet.

[Français]

Jean Chrétien quitte peut-être la scène politique aujourd'hui, mais il ne quitte surtout pas la scène canadienne. Je suis certain qu'il continuera à marquer de sa façon inimitable la société canadienne.

Dans tous les ministères qu'il a détenus, que ce soit la Justice, les Affaires indiennes et du Nord canadien, les Finances, le Revenu national, l'Énergie, les Mines et les Ressources, Jean Chrétien a manifesté un engagement sérieux. Je n'étais pas toujours d'accord avec lui, c'est évident. Mais personne ne pouvait douter de son intérêt passionné. Il était en même temps un vrai Québécois et un vrai Canadien.

Je lui souhaite bonne chance pour l'avenir.

* * *

LE BUDGET

LES CRITIQUES DE L'OPPOSITION

M. Marcel R. Tremblay (Québec-Est): Monsieur le Président, en constatant la faible qualité des commentaires fournis par l'opposition jusqu'à maintenant, nous réalisons qu'ils n'ont rien à dire, ce qui explique leurs critiques incohérentes, sans fondement et sans valeur. Ils sont vraiment désarmés, monsieur le Président.

Sous les libéraux on a vécu des augmentations de taxes énormes alors que l'inflation était maintenue au-delà des 12 p. 100,

Article 21 du Règlement

ce qui s'est soldé par des pertes faramineuses pour les contribuables canadiens.

On peut estimer que les mesures additionnelles que les Canadiens devront supporter pour pallier les extravagances passées sont plus justes et équitables pour l'ensemble des citoyens que sous le gouvernement précédent. Cela, monsieur le Président, est de la saine gestion et nous continuerons à exercer le mandat que nous a confié la population et à jouer notre rôle de fiduciaire pour le bien-être et le bénéfice de toutes les classes de la société.

* * *

LE BUDGET

LES RAISONS DES COUPURES

M. Clément M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, le 26 février 1986 est un jour historique et heureux pour l'ensemble des Canadiens. En effet, la population a pu constater hier que les engagements financiers pris par notre gouvernement ont été respectés. Aucune de nos prévisions n'a été dépassée.

Le déficit réel de 1985-1986 sera de 33.8 milliards de dollars et nous avions prévu un déficit de 33.8 milliards.

Les dépenses prévues de 105 milliards ne seront même pas atteintes. Pour la première fois depuis des décennies les dépenses dans les programmes ont été réduites en termes absolus.

Contrairement à ce que veut faire croire l'opposition, c'est au Canadien moyen que la réduction des dépenses et du déficit va bénéficier puisque c'est lui qui aurait payé si on n'avait pas coupé.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

ON APPUIE LE BUDGET

M. Bob Hicks (Scarborough-Est): Monsieur le Président, hier, le Parlement et le pays ont reçu un cadeau. Grâce aux politiques dont le ministre des Finances (M. Wilson) a tracé les grandes lignes, nous pourrions laisser en héritage à nos enfants et à nos petits-enfants un pays financièrement régénéré.

Il n'y a pas de plus grand cadeau que celui de l'avenir, et c'est exactement ce que le gouvernement vient d'offrir aux Canadiens. Le temps de la vie à crédit est fini. Le gouvernement remet le pays sur la voie du bon sens financier et il écarte la politique irresponsable des dépenses effrénées.

Oui, Le gouvernement soumet à la nation, avec franchise et honnêteté, un plan d'action en vue de la relance économique. Il nous guide dans la voie qu'il a tracée. L'histoire louera le ministre des Finances pour ce budget. Les générations futures remercieront le gouvernement du précieux héritage dont il leur fait cadeau.